

La Banque se rembourse sur le produit net de la vente du montant de ses avances en capital, intérêts et frais. Le surplus éventuel est remis à l'emprunteur.

Art. 39. — Les agents de la Banque de France sont tenus au secret professionnel sous les peines de l'article 378 du code pénal.

Art. 40. — Les agents de la Banque de France ne peuvent prendre ou recevoir une participation ou quelque intérêt ou rémunération que ce soit par travail ou conseil, dans une entreprise publique ou privée, industrielle, commerciale ou financière, sauf dérogation accordée par le gouverneur. Ces dispositions ne s'appliquent pas à la production des œuvres scientifiques, littéraires ou artistiques.

Art. 41. — Des décrets en Conseil d'Etat fixent les modalités d'application de la présente loi.

Art. 42. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires à celles de la présente loi et notamment :

Loi du 24 germinal, an XI ;

Loi du 22 avril 1806 ;

Décret impérial du 16 janvier 1808 arrêtant les statuts fondamentaux de la Banque sauf l'article 23 ;

L'article 52 de la loi du 28 avril 1832, contenant des modifications au code pénal et au code d'instruction criminelle ;

Loi du 17 mai 1834 relative à la législation qui régit la Banque de France ;

Loi du 30 juin 1840 portant prorogation du privilège de la Banque de France ;

Loi du 9 juin 1857 portant prorogation du privilège de la Banque de France ;

Loi du 12 août 1870 relative au cours légal des billets de la Banque de France ;

Loi du 13 juin 1878 approuvant la convention passée le 24 mars 1878 entre le ministre des finances et la Banque de France ;

Loi du 17 novembre 1897 prorogeant le privilège de la Banque de France ;

L'article 12-2° de la loi du 9 avril 1898 relative aux chambres de commerce et d'industrie ;

Loi du 29 décembre 1911 portant modification de la loi du 17 novembre 1897 et approuvant les conventions passées les 11 et 28 novembre 1911 entre le ministre des finances et la Banque de France ;

Loi du 20 décembre 1918 portant renouvellement du privilège de la Banque de France ;

Loi du 23 juin 1936 approuvant une convention entre le ministre des finances et le gouverneur de la Banque de France et fixant le montant maximum de la circulation des bons ordinaires du Trésor ;

Loi du 24 juillet 1936 tendant à modifier et à compléter les lois et statuts qui régissent la Banque de France ;

Décret du 17 juin 1938 relatif à l'extension des attributions de la Banque de France ;

Décret du 12 novembre 1938 relatif à la réévaluation de l'encaisse de la Banque de France ;

Loi du 3 septembre 1940 relative à la suppléance du gouverneur de la Banque de France ;

Loi du 24 novembre 1940 portant modification des lois et statuts qui régissent la Banque de France ;

Ordonnance du 5 décembre 1944 relative aux lois et statuts qui régissent la Banque de France ;

L'article 24 de la loi n° 48-1974 du 31 décembre 1948 fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général de l'exercice 1949 et relative à diverses dispositions d'ordre financier ;

Le titre II de l'ordonnance n° 67-838 du 28 septembre 1967 portant réforme du crédit aux entreprises.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 3 janvier 1973.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

PIERRE MESSMER.

Le ministre de l'économie et des finances,  
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

## DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

### PREMIER MINISTRE

Décret du 22 décembre 1972 fixant l'étendue des zones et les servitudes de protection contre les obstacles applicables au voisinage de centres radio-électriques.

Par décret en date du 22 décembre 1972, sont approuvés les plans 758/438, 758/439, 758/433, 758/434, 758/435, 758/436 et 758/437 fixant les limites de la zone de dégagement des stations de Lille—Lambertart et Dunkerque—Mont-des-Cats sises respectivement sur les faisceaux hertziens de Lille—Bouvigny à Flobecq et de Lille—Lambertart à Fiennes, ainsi que les zones spéciales de dégagement de ces deux faisceaux hertziens.

Les servitudes applicables à ces zones sont celles fixées par l'article R. 24 du code des postes et télécommunications.

La partie la plus haute des obstacles fixes ou mobiles créés dans ces zones ne devra pas dépasser les cotes indiquées sur les plans.

NOTA. — Les plans pourront être consultés à la direction régionale de l'Office de radiodiffusion-télévision française de Lille, 36, boulevard de la Liberté, à Lille.

### JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Nombre d'emplois d'inspecteur de la jeunesse et des sports offerts à des officiers au titre de l'année 1972.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des services de l'information, et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu la loi n° 70-2 du 2 janvier 1970 tendant à faciliter l'accès des officiers à des emplois civils ;

Vu le décret n° 71-496 du 23 juin 1971 fixant en son article 1<sup>er</sup> la liste des corps d'officiers susceptibles de bénéficier des dispositions de l'article 3 de la loi susvisée du 2 janvier 1970 et, en son article 2, les conditions de grade et d'ancienneté requises des candidats,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — Deux emplois d'inspecteur de la jeunesse et des sports sont offerts au titre de l'année 1972 aux officiers et assimilés en activité de service dans les conditions prévues par l'article 3 de la loi n° 70-2 du 2 janvier 1970.

Art. 2. — Le sous-directeur de l'administration générale au secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 décembre 1972.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le sous-directeur de l'administration générale,  
ROBERT MAHAUD.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des services de l'information,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Pour le directeur général de l'administration et de la fonction publique empêché :

Le sous-directeur,  
JEAN LEBLAY.

### MINISTRE D'ETAT CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE

Régies d'avances et de recettes.

Par arrêté du 18 décembre 1972 et pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1973, le montant maximal de l'avance à consentir au régisseur du magasin central de rechanges, à Moulins (Allier), est fixé à 1 million de francs.